

Ils ont donc fait des concessions très importantes vis-à-vis de nous. En outre, nous avons souhaité que la nouvelle Organisation mondiale du commerce étudie les nouvelles distorsions à la libre concurrence que représentent, par exemple, le travail des prisonniers de droit commun ou le travail des enfants. Cela n'est pas possible. Nous voulons absolument que les concessions commerciales qui sont faites, soient faites à l'égard de pays qui respectent les droits fondamentaux du travailleur. De manière à ce que le dynamisme commercial de ces pays, profite aussi à la population de ces pays et que cela ne se fasse pas dans des conditions de concurrence déloyale pour nos entreprises qui elles, sont irréprochables vis-à-vis du droit du travail.

### Elections au Parlement européen - vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France

Q - Pourquoi cette absence de publicité autour du droit des ressortissants de l'Union européenne à s'inscrire sur les listes électorales pour les élections européennes ?

R - Il n'y a pas eu du tout d'absence de publicité et d'information. Je tiens à rendre hommage à France-Inter qui aujourd'hui se mobilise. Le gouvernement a commencé par une campagne d'information le 24 février dernier pour rappeler que les étrangers qui vivent en France avaient la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales entre le 15 mars et le 15 avril. Nous constatons qu'il y a eu jusqu'à présent peu d'inscriptions. C'est le cas en Belgique ou au Portugal. En revanche il y en a eu de nombreuses en Espagne. Je lance un appel à tous les ressortissants européens qui vivent en France et qui souhaiteraient pour les élections européennes, voter dans notre pays. Ils ont le choix entre voter chez eux et voter chez nous. Ils peuvent s'inscrire encore aujourd'hui.

PARIS, 16 AVRIL 1994

### Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé au magazine "le Point"

#### Bosnie - Gorazde - frappes aériennes

Q - S'il y a vraiment une offensive serbe sur Gorazde, pourquoi avoir choisi des frappes aériennes très symboliques, ponctuelles, limitées ?

R - La réponse de la FORPRONU a été proportionnelle à la menace. Je note au passage que les procédures de l'ONU ont été améliorées, comme l'avait demandé la France ; le temps qui s'est écoulé entre la demande d'intervention aérienne et la décision a été inférieur à une demi-heure - et non pas supérieur à quatre heures, comme cela avait été le cas à Bihac.

Q - Quels moyens d'action aurions-nous si les frappes aériennes ne donnaient rien sur le terrain, si les Serbes continuaient leur offensive ? Etes-vous sûr de l'efficacité de ces frappes ?

R - C'est un vieux débat. On nous a alternativement expliqué que ces frappes n'avaient aucune efficacité, ou alors que c'était un remède-miracle. Je crois que ce n'est ni l'un ni l'autre. Elles sont nécessaires pour bien montrer la résolution de la communauté internationale, mais elles ne constituent pas une solution durable. C'est une façon de marquer le coup. La seule solution durable est de caractère politique et diplomatique. Ce qui me préoccupe dans la situation actuelle c'est le risque d'escalade et les retards pris par la négociation.

#### Plan d'action européen

Q - Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'ultimatum, comme à Sarajevo ?

R - Parce que les conditions étaient déjà réunies pour une intervention militaire de l'Alliance. Et la décision a été prise, sans doute, dans l'urgence. Et la décision, je le répète, passer à nouveau à la diplomatie. La méthode qui a été utilisée depuis un mois et demi, par les Américains d'abord, par les Russes ensuite, celle des contacts bilatéraux, a été utile. Elle a permis de parvenir à un accord entre les Croates et les Musulmans. Et d'instituer entre eux un cessez-le-feu qui est respecté. Mais la méthode est en train de trouver ses limites. On le voit bien aujourd'hui : on ne peut pas faire la paix à deux lorsqu'il y a trois parties dans le conflit. Ce que la France demande maintenant, c'est qu'on remette tout le monde, y compris les Serbes, autour de la table : les trois protagonistes et également les grandes puissances, sans lesquelles il n'y aura pas de solution.

Q - En somme, vous voulez établir un pont entre le processus diplomatique piloté par les Américains et le processus européen ?

R - Absolument. Le seul cadre global qui existe à l'heure actuelle, c'est le plan d'action européen.

#### Union européenne - Etats-Unis - Russie - définition d'une position commune

Q - Les deux plans, l'américain et l'euro-péen, sont-ils compatibles ?

R - C'est une question que j'ai posée à plusieurs reprises à Warren Christopher, et j'ai eu une réponse positive. L'examen des textes permet de le vérifier : l'accord croato-musulman n'est pas en contradiction avec le plan européen. Il faut donc replacer les différentes initiatives dans une perspective globale. Concrètement, la France propose d'élargir les instances dirigeantes de la conférence de Londres afin d'associer à l'Union européenne et aux Nations unies les Américains et les Russes. La récente rencontre Owen-Stoltenberg-Redman-Tchourkin est un premier pas en ce sens. Je crois que c'est la seule façon de dire aux trois parties sur le terrain : "voilà la position commune des grandes puissances". Et voilà maintenant ce que nous demandons, à commencer par un cessez-le-feu entre Serbes et Musulmans qui permette d'éviter l'escalade sur Gorazde.

Q - Le cessez-le-feu, les Musulmans le refusent parce qu'ils considèrent être dans une position militaire difficile et préfèrent continuer les combats.

R - Cela, nous ne pouvons pas l'accepter. Car ce

serait se laisser entraîner dans une spirale où l'ONU et l'Alliance atlantique soutiendraient les efforts de reconquête du gouvernement de Sarajevo. Le président Clinton lui-même vient de s'exprimer dans ce sens.

Nous sommes pour une logique de discussion et non pas d'affrontement. On sait bien qu'à Gorazde, il y a d'abord eu une tentative des Musulmans, à laquelle les Serbes - comme à leur habitude - ont répondu de manière disproportionnée. Nous ne pouvons pas être les otages de ce jeu-là. Il faut le dire, maintenant, et il faut le dire à quatre (Européens, Américains, Russes et Nations unies).

### Embargo à l'encontre de la Serbie

Q - Pour ramener les Serbes dans la négociation, ne faut-il pas faire un effort de modulation de l'embargo ?

R - C'est le deuxième argument qui milite pour un retour au plan d'action européen car, dans ce plan, un lien est fait entre le processus de règlement politique et la suspension d'abord, puis la levée des sanctions contre la Serbie. Il faut le gros bâton, l'ultimatum sur Sarajevo en est un exemple, mais il faut aussi la carotte.

### Russie - processus de paix

Q - A propos de la frappe aérienne à Gorazde, pourquoi ne pas avoir averti la diplomatie russe ?

R - Les Russes ont voté la résolution 836 sur les zones de sécurité. Ils ont des contingents sur le terrain qui relèvent du commandement de la FORPRONU et c'est dans ce cadre que la décision a été prise. Il n'y a donc rien là qui me paraisse de nature à pouvoir les choquer. En revanche, je trouve qu'il faut associer davantage les Russes au processus de paix. D'où la proposition de la France de remettre l'ensemble des acteurs - grandes puissances et belligérants - autour d'une table.

### France - Chine - dissidents - Droits de l'homme

Q - Vous venez de faire, avec le Premier ministre, un voyage délicat, au cours duquel les Chinois ont donné l'impression de s'amuser à semer des obstacles à chacune de vos étapes, en multipliant les arrestations, la mise à l'écart, la détention ou la mise en résidence surveillée de dissidents. Comme cette mésaventure était déjà arrivée au secrétaire d'Etat américain, ne pouvait-on prévoir ce genre de risque et donc s'en prémunir ?

R - S'en prémunir, c'était ne pas y aller. Donc rester dans la situation antérieure, celle où la Chine et la France ne se parlaient plus. Quand je suis arrivé au ministère des Affaires étrangères, il y a un an, les contacts étaient quasiment rompus. Un seul exemple : notre ambassadeur de l'époque, qui est un de nos meilleurs diplomates et qui pratique parfaitement le chinois, n'avait plus de contact au niveau ministériel avec les autorités chinoises. On était dans un état de bouderie avancée. Peut-on imaginer que la France reste dans une situation de non-dialogue avec une puissance comme la Chine ? Peut-être certains s'y résignaient-ils. Moi pas. Donc, nous avons tout fait - et cela a été long -

pour rétablir le dialogue. J'ai senti en Chine la volonté de le renouer et je n'ai pas du tout eu le sentiment que les autorités chinoises aient multiplié les difficultés. Le voyage a donc atteint son objectif. Que ceci n'ait pas été du goût de toutes les factions chinoises, ou de tous ceux qui observent les relations de la Chine avec le monde extérieur, c'est possible. Qu'il y ait eu des luttes d'influence et que cela se soit manifesté par des mesures comme celles que vous avez évoquées, c'est possible. Mais je voudrais ajouter deux choses. D'abord, nous n'avons pas mis notre drapeau dans notre poche. Nous avons dit très clairement aux Chinois ce que nous pensions sur la situation des Droits de l'homme dans leur pays. Nous ne l'avons pas fait en tonitruant dans les micros, mais notre message a été entendu.

Deuxièmement, sur les arrestations ou interpellations, il est très difficile d'y voir clair. Quand nous sommes arrivés à Shanghai, les dépêches d'agence ont dit "arrestations". Nous avons immédiatement demandé des explications aux autorités chinoises. J'ai moi-même convoqué l'ambassadeur de Chine en France sur place et je lui ai dit : "je veux une réponse dans les heures qui viennent". La réponse est venue, sous la forme d'un engagement clair, donné par le ministre chinois qui accompagnait M. Balladur : il n'y avait pas de dissidents en prison depuis que nous étions arrivés...

Q - Ils ont joué sur les mots, puisqu'ils ne les ont pas mis en prison, ils les ont gardés dans un commissariat et libérés et lendemain de votre départ...

R - L'agence Chine nouvelle a elle-même confirmé, le jour de notre départ, qu'il n'y avait pas eu d'arrestation et que les personnes interpellées avaient été relâchées.

Je suis d'ailleurs intéressé par l'extraordinaire vigilance dont on fait preuve sur les Droits de l'homme en Chine. Quand nous nous succédons les uns et les autres dans des pays arabes qui appliquent la charia, qui nous interroge sur les Droits de la femme ? Quand on va au Vietnam, qui nous interroge, avec la même pugnacité, sur les droits de l'homme au Vietnam ? Et je pourrais allonger la liste de tous les pays au monde où la situation des Droits de l'homme n'est pas ce qu'elle devrait être. La France le dit. Nous l'avons dit aux Chinois. Tout le reste est exagération ou manipulation.

### France - Chine - Taiwan

Q - N'était-ce pas une espèce d'aveu de faiblesse de notre part que d'aller à Pékin après avoir fait une sorte de virage à 180 degrés en abandonnant Taiwan ? N'avait-on pas des positions plus fortes autrefois, lorsqu'on équilibrait les relations entre Taiwan et la Chine ?

R - Qui a dit que nous avons abandonné Taiwan ? C'est inexact. Notre coopération, notamment dans le domaine civil, reste prometteuse. Mais nous devons rétablir le dialogue politique avec Pékin, par exemple sur la situation en Corée du Nord, la situation au Cambodge, au Vietnam, la sécurité dans la zone asiatique...

Ce sont des sujets très importants. On ne peut pas se couper d'un pays comme la Chine là-dessus. Quant à Taiwan, j'y reviens. Nous avons simplement dit que nous observerions, dans les ventes d'armes, la retenue

qui s'impose et que nous ne livrerions plus à Taiwan des armes susceptibles de mettre en danger la sécurité de la Chine. C'est bien le moins !

**Rwanda - France - ONU**

Q - Maintenant que nous avons terminé, et réussi, l'évacuation des Français du Rwanda, laisserons-nous les habitants de ce pays continuer à s'entre-tuer ?

R - La France peut-elle faire la police dans l'univers entier ? A-t-elle les moyens et la responsabilité d'empêcher, sur l'ensemble de la planète, les peuples de s'entre-tuer ?

Q - Nous seuls, peut-être pas, mais l'Organisation des Nations unies ?

R - L'Organisation des Nations unies a essayé. La France aussi. Il y a des années que nous travaillons à la réconciliation des différentes factions, nous avons soutenu les accords d'Arusha, nous avons maintenu pendant des mois un contingent sur place - nous ne l'avons retiré, d'ailleurs, que l'an dernier, lorsque la force des Nations unies est arrivée. On pouvait penser que la réconciliation était en train de réussir. Et puis il y a eu cet attentat contre l'avion qui transportait les présidents du Rwanda et du Burundi, provoquant l'explosion actuelle. Notre devoir était bien évidemment d'évacuer nos ressortissants : nous l'avons fait, avec beaucoup de sang-froid et de rapidité. Maintenant, il va falloir recréer des conditions de dialogue, et redonner à l'ONU tout son rôle. Nous allons y travailler.

**Algérie - nouveau gouvernement**

Q - Dans l'Algérie qui s'enfoncé dans la guerre civile, un nouveau changement d'équipe vient d'avoir lieu au sein du pouvoir...

R - Oui, encore qu'il soit prématuré d'en parler parce qu'il est difficile d'interpréter la signification du remaniement ministériel que vient de décider le général Zérour. Quelle sera la ligne prise par le nouveau gouvernement ? On le verra lorsqu'on connaîtra la composition de ce gouvernement, notamment sur deux points importants : le ministère de l'intérieur - reste-t-on sur une ligne de fermeté ? et le ministère des Finances - maintient-on la ligne de discussion avec le Fonds monétaire international ?

**Réfugiés algériens**

Q - Qu'allons-nous faire si les choses s'aggravent en Algérie ? Sommes-nous prêts à accueillir tous ceux qui voudront venir sur le sol français ?

R - Nous accueillerons bien entendu les citoyens français. Nous avons déjà rapatrié pratiquement les deux tiers de nos expatriés. Puis il y a les binationaux qui sont titulaires d'un passeport français.

Au-delà, il faut poser clairement le problème : est-ce que la société française, aujourd'hui, peut et doit s'ouvrir à des dizaines de milliers - cela peut atteindre des centaines de milliers - d'Algériens binationaux potentiels, mais non titulaires d'un passeport français - ou même tout simplement réfugiés ? La générosité et les bons sentiments, c'est très bien. Mais les réalités de

l'équilibre social, en France, c'est aussi quelque chose qui compte. Je ne crois pas que la France puisse aujourd'hui s'ouvrir à des milliers de migrants venus d'Algérie du Nord. Il y a d'autres pays qu'on peut appeler à la solidarité : les voisins de l'Algérie, d'autres pays méditerranéens... La France ne peut pas faire cela toute seule.

**Assistance économique à l'Algérie - France - Union européenne - Japon**

Q - La France, face à ce drame, ne se sent-elle pas un peu lâchée par certains de ses alliés traditionnels ?

R - Elle se sent seule. Elle se sent en première ligne, c'est tout à fait vrai. Nous essayons de faire deux lignes : d'abord convaincre un certain nombre de nos partenaires que, même si le dialogue politique est nécessaire, l'arrivée d'un régime extrémiste est nécessaire, anti-européen, anti-occidental, en Algérie, menaçant globalement les équilibres de la région. Avec un effet de contagion inévitable, me semble-t-il, sur les autres pays du Maghreb, peut-être même au-delà.

Ensuite, nous essayons d'encourager les Algériens à réformer leur économie et cherchons à mobiliser l'aide internationale pour les y aider. Dès lors que la dévaluation du dinar a été opérée et l'accord avec le Fonds monétaire signé, il faut absolument que la dette de l'Algérie soit rééchelonnée, que les pays européens, et si possible les autres - j'ai fait appel au Japon, deuxième créancier de l'Algérie - fassent le nécessaire pour desserrer cette espèce d'étau qui étouffe complètement l'économie algérienne.

**Russie - politique étrangère**

Q - Ne ressentez-vous pas un raidissement de la politique étrangère de la Russie depuis l'élection de la nouvelle Douma ?

R - Si, mais avec sans doute des hésitations ou des contradictions qui sont liées à la complexité du paysage politique en Russie. Il suffit de penser à ce qui se passe à propos de l'ex-Yougoslavie : des coups de gueule un jour, puis on calme un peu le jeu. Il y a donc très certainement la nécessité, pour le Président Eltsine et son gouvernement, de tenir compte de la montée nationaliste dans l'opinion et dans la Douma, mais il y a en même temps chez eux la volonté de continuer la coopération et le partenariat avec l'Ouest.

**Droits de l'homme - PECO**

Q - Devons-nous moduler notre attitude sur leur nouvelle position ?

R - Je suis de ceux qui pensent qu'il faut aider la Russie, qu'il ne faut pas l'isoler. A condition de lui dire un certain nombre de vérités. Première : les Droits de l'homme et la démocratie, cela existe. On en parle en Chine, parlons-en aussi à propos de la Russie. L'état de droit y a progressé avec les élections législatives et le référendum de décembre, mais il y a encore à faire. Deuxième vérité : on vous aide, mais sous conditions. On n'est pas prêt à mettre notre argent dans le tonneau des Danaïdes et cela ne peut être efficace que s'il y a des réformes économiques en Russie. Troisième vérité :

nous ne sommes pas prêts à reconnaître à la Russie un droit de veto sur ce qui se passe en Europe centrale et orientale. Pour ce que les Russes appellent l'"étranger proche", nous voulons bien reconnaître une responsabilité particulière à la Russie, mais sous condition que ce soit dans le cadre des Nations unies, ou dans le cadre de la CSCE ; pas de chèque en blanc. Je crois que ces trois vérités sont bonnes à dire dans le cadre d'une politique d'ouverture et de coopération franche. J'irai en Russie au mois de mai, et c'est bien ce que j'ai l'intention de dire.

PARIS, 18 AVRIL 1994

### **Bosnie - Communiqué de la Présidence de la République**

#### **Ex-Yougoslavie - Bosnie**

Devant la nouvelle dégradation de la situation en Bosnie et l'échec des tentatives diplomatiques récentes, le Président de la République, après s'en être entretenu avec le Président Clinton, a écrit à celui-ci ainsi qu'à MM. Eltsine, Boutros-Ghali et Papandréou, président en exercice de l'Union européenne.

Le Président de la République estime que le processus de négociation visant à trouver une solution politique à la crise de Bosnie doit être relancé sans délai en réunissant les efforts de l'Union européenne, des États-Unis et de la Russie. A cet effet, il a invité le Secrétaire général des Nations unies à prendre cette initiative.

PARIS, 18 AVRIL 1994

### **Ex-Yougoslavie - Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé**

#### **Ex-Yougoslavie - Bosnie - Gorazde**

J'ai pensé qu'il était nécessaire de vous donner l'analyse et la position du gouvernement français après les événements du week-end à Gorazde. Je m'en suis entretenu ce matin avec le Premier ministre, M. Balladur et mon collègue François Léotard. J'ai également informé le Secrétaire général de la Présidence de la République.

Où en sommes-nous ce matin ? A Gorazde, la ville est sous contrôle serbe, ce qui constitue manifestement une violation des résolutions du Conseil de sécurité relatives précisément aux zones de sécurité et donc un échec de ces résolutions. Dans le reste de l'ex-Yougoslavie, en Bosnie, mais aussi dans les Krajinas, la situation est stable et calme.

Comment en est-on arrivé à cette prise de contrôle de Gorazde par les Serbes qui appelle de notre part, bien entendu, une condamnation sans équivoque ? Depuis l'ultimatum de l'Alliance atlantique à Sarajevo au début du mois de février, des progrès incontestables

ont été réalisés sur le terrain, à Sarajevo même et ailleurs. Des progrès aussi ont été enregistrés dans le processus de négociation avec l'accord croato-musulman et le cessez-le-feu dans les Krajinas.

### **ONU - Conseil de sécurité - projet français de résolution**

Vous savez que durant toute cette période la France avait souhaité à plusieurs reprises que ces accords partiels, qu'elle a approuvés, soient replacés le plus vite possible dans une vision d'ensemble qui nous paraissait seule à même de déboucher sur un accord de paix. La semaine dernière, les Serbes ont lancé une offensive contre Gorazde en riposte - en riposte évidemment disproportionnée - aux provocations de l'armée bosniaque. Immédiatement, la France a proposé un projet de résolution au Conseil de sécurité des Nations unies articulé autour de quatre idées :

Premièrement, exiger un cessez-le-feu immédiat à Gorazde et autour de Gorazde.

Deuxièmement, prescrire le retrait des troupes serbes sur les positions antérieures à leur offensive.

Troisièmement, instituer une zone d'exclusion de plusieurs kilomètres autour de Gorazde, comme cela avait été fait à Sarajevo.

Enfin, organiser le déploiement de la FORPRONU à Gorazde de façon à ce que les Casques Bleus puissent s'interposer.

Le vote de ce projet de résolution français a été différé, certains membres du Conseil de sécurité préférant laisser se développer les discussions bilatérales sur le terrain. Ces discussions ont effectivement eu lieu durant toute la journée de samedi et de dimanche et nous en avons été informé heure par heure. Dimanche matin, la tonalité générale, au moins du côté russe, était plutôt l'optimisme, ce qui a permis la réunion de Pale hier après-midi, entre M. Akashi et M. Karadjic, en présence de M. Tchourkine. On nous a indiqué dans le courant de l'après-midi qu'un accord était pratiquement conclu sur les quatre points du plan Akashi, qui recoupaient peu près exactement les quatre points du projet de résolution français au Conseil de sécurité. Vous le savez, dans le même temps, les Serbes, fidèles au double jeu qui est toujours le leur dans ce conflit, défiaient la communauté internationale en poursuivant leur offensive au moment même où ils laissaient entendre à M. Akashi et à M. Tchourkine qu'ils étaient prêts à signer un accord.

Que faire maintenant ? Je dirais ni abandon, ni escalade. La tentation peut être forte ici ou là de baisser les bras. Ce n'est pas la nôtre. Il y a un acquis, il faut pas le brader. Par ailleurs, l'escalade qui consisterait soit à lever l'embargo sur la fourniture des armes soit à déclencher des attaques aériennes massives, les deux ne nous paraissent pas non plus permettre d'aboutir.

Il faut donc et c'est à nouveau le message que nous adressons à tous nos partenaires, inlassablement, remettre le processus de négociation sur les rails. Cela implique de notre point de vue trois mesures concrètes.

D'abord, il faut le plus vite possible donner force